

Pourquoi l'arrivée au pouvoir de l'extrême gauche est tout autant dangereuse que celle de l'extrême droite ?

Dans les débats politiques contemporains, la menace que représente l'extrême droite est largement médiatisée et débattue. En France, le Rassemblement national (RN) incarne cette peur pour beaucoup. Mais un danger parallèle, souvent moins discuté ou relativisé, mérite tout autant l'attention : celui de l'extrême gauche, notamment incarnée par La France Insoumise (LFI). Bien qu'elles s'opposent idéologiquement sur de nombreux points, ces deux extrêmes partagent des traits fondamentaux qui rendent leur accession au pouvoir potentiellement périlleuse pour une démocratie libérale.

Rejet du pluralisme et des contre-pouvoirs

Extrême gauche (LFI) :

Souvent, LFI se pose comme seule représentante légitime du « peuple ». Elle dénigre les autres partis de gauche (PS, écologistes modérés), qualifiés de traîtres ou de « vendus au système ». Les médias sont régulièrement accusés d'être au service de l'oligarchie, et les institutions sont considérées comme illégitimes lorsqu'elles ne servent pas la « volonté populaire ».

Extrême droite (RN) :

Le RN adopte un discours similaire : il oppose les « Français de souche » à des élites corrompues, les journalistes sont traités de collabos ou de manipulateurs, et les institutions européennes sont vues comme des ennemis de la nation. L'opposition politique est souvent caricaturée comme étant antipatriotique.

Point commun : rejet du débat démocratique pluraliste. Pour les deux camps, toute opposition est illégitime, car perçue comme une trahison du peuple ou de la nation.

Tentation autoritaire et culte du chef

Extrême gauche (LFI) :

Jean-Luc Mélenchon concentre l'autorité politique dans sa personne. Les structures internes du parti sont souvent décrites comme verticales et peu démocratiques. Le projet d'instaurer une VI^e République est souvent présenté comme une rupture salvatrice, mais sans garanties claires sur la séparation des pouvoirs ou le respect des institutions indépendantes.

Extrême droite (RN) :

Marine Le Pen, puis Jordan Bardella, ont aussi renforcé un leadership vertical, avec peu de place pour les voix dissidentes en interne. Le RN propose un pouvoir exécutif fort, une justice plus contrôlée, et critique ouvertement l'indépendance de certaines institutions (ex. Conseil constitutionnel, Cour européenne des droits de l'homme).

Point commun : centralisation du pouvoir et méfiance envers les contre-pouvoirs, qu'ils soient parlementaires, judiciaires ou médiatiques.

Discours violent et culture du conflit

Extrême gauche (LFI) :

LFI adopte un discours radical et agressif : les riches sont des « parasites », les policiers sont parfois décrits comme des « assassins », les journalistes comme des « chiens de garde ». Cette

rhétorique légitime une certaine violence politique, au moins symbolique, parfois physique dans des manifestations.

Extrême droite (RN) :

Le RN adopte un vocabulaire qui stigmatise les étrangers, les musulmans, les militants de gauche. Cela entretient une culture de la peur et de la confrontation. Certains membres ou proches du parti n'hésitent pas à faire des déclarations racistes ou violentes.

Point commun : banalisation d'un discours de haine, désignation d'ennemis à abattre, et glorification du conflit politique comme moyen d'action légitime.

Vision dogmatique de l'économie, dangereuse à grande échelle

Extrême gauche (LFI) :

LFI propose un programme économique de rupture : nationalisations massives, sortie des traités européens, dépenses publiques considérables. Or, cette approche ignore les contraintes budgétaires, les réactions des marchés, et les risques de fuite des capitaux ou d'inflation.

Extrême droite (RN) :

Le RN, sous couvert de « préférence nationale », propose aussi une économie dirigée : fermeture de certains marchés, relocalisations forcées, exclusion des étrangers de certains droits sociaux. Là encore, les conséquences économiques sont potentiellement désastreuses : isolement commercial, tensions sociales, baisse des investissements étrangers.

Point commun : politique économique idéologique, peu réaliste, qui sacrifie la stabilité économique sur l'autel d'un projet idéologique de rupture.

Réduction des libertés au nom d'un projet "supérieur"

Extrême gauche (LFI) :

Certaines propositions incluent un contrôle accru de la presse, une surveillance étatique renforcée des entreprises, une restriction des libertés économiques, et une justice sociale qui pourrait passer avant les libertés individuelles. La démocratie directe est glorifiée, mais sans garanties d'équilibre des pouvoirs.

Extrême droite (RN) :

Le RN propose des lois restrictives sur l'immigration, la liberté d'expression (notamment concernant les minorités), et soutient des mesures de surveillance généralisée. L'autorité policière est sacralisée, parfois au détriment des droits fondamentaux.

Point commun : les deux projets politiques sont prêts à restreindre des libertés fondamentales (expression, presse, circulation, entreprise) au nom d'une idéologie (justice sociale ou identité nationale).

Un rapport problématique à l'international et aux alliances

Extrême gauche (LFI) :

LFI remet en cause l'OTAN, prône une forme de neutralité stratégique, et affiche une certaine complaisance à l'égard de régimes autoritaires dits « anti-impérialistes » (Cuba, Venezuela, parfois Russie). Cela peut compromettre la place de la France dans les alliances occidentales.

Extrême droite (RN) :

Le RN entretient également un rapport ambigu avec la Russie et prône une sortie du commandement intégré de l'OTAN. Il veut réorienter la politique étrangère vers un nationalisme assumé, au risque d'isolement diplomatique et de tensions accrues.

Point commun : hostilité aux alliances multilatérales traditionnelles (UE, OTAN), et fascination pour des régimes autoritaires présentés comme des modèles alternatifs.

L'extrême gauche et l'extrême droite apparaissent comme des opposés idéologiques. Mais dans leur fonctionnement politique, leur vision de la société, leur relation au pouvoir et à la démocratie, ils se rejoignent sur de nombreux points : autoritarisme, rejet du pluralisme, violence symbolique, dogmatisme économique, nationalisme ou souverainisme exacerbé, et tentation de restreindre les libertés.

La démocratie est mise en danger lorsque l'on sacralise une idéologie au détriment des institutions, du débat, et des libertés individuelles. Qu'elle vienne de gauche ou de droite, une dérive extrémiste mène toujours à la même impasse : l'affaiblissement de l'État de droit et de la société ouverte.